

A/PM/2017/12/286

## REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT

	<p><b>Le Maire de Montagnac</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-22 , L 2212-2 et L 2213-1 à L 2213-6.</li> <li>• Vu le code de la route et notamment les articles L.411-1 à L.411-7, R110-1,R110-2, R.411-8, R.411-25, R.417-3 et R.417-12.</li> <li>• Vu l'instruction interministérielle en cours sur la signalisation routière, livre I, quatrième, cinquième, septième et huitième parties.</li> <li>• Vu l'article R 610-5 du code pénal.</li> <li>• Vu la demande d'arrêté municipal de police de la circulation déposée le 20/10/2017 par l'association Arts et Loisirs, concernant le 34<sup>ème</sup> salon des Arts, organisé le</li> </ul> <p style="text-align: center;"><b>Du jeudi 03 mai au lundi 14 mai 2018,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Considérant</b> que le stationnement des véhicules sur la voie publique peut compromettre la sécurité des usagers et la commodité de la circulation à cette occasion.</li> <li>• <b>Considérant</b> qu'il y-a lieu d'apporter des restrictions au stationnement à cette occasion.</li> </ul>
<b>ARTICLE 1</b>	<p>2 places de stationnement situées devant le poste de Police Municipale sis 18 Place Emile Combes, seront réservées à l'association Arts et Loisirs, de 15h00 à 19h30</p> <p style="text-align: center;"><b>Du jeudi 03 mai au lundi 14 mai 2018,</b></p>
<b>ARTICLE 2</b>	<p>Des panneaux de signalisation regroupant cet arrêté seront mis en place <b>par les services techniques</b> pour permettre l'application et le respect de cet arrêté.</p>
<b>ARTICLE 3</b>	<p>Le non-respect de chacun des articles ci-dessus entrainera l'annulation de la manifestation à la date prévue initialement et donnera lieu à un nouveau planning.</p>
<b>ARTICLE 4</b>	<p>Monsieur Le Secrétaire Général, Messieurs les agents assermentés de la Commune, Monsieur Le Chef de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.</p>

La présente décision peut être attaquée devant le Tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le :

Fait à Montagnac, le 19/12/2017  
 P/O Le Maire  
 Philippe AUDOUI  
 1<sup>er</sup> Adjoint

